



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CES/2005/39
30 mars 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE**

**OFFICE STATISTIQUE DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
(EUROSTAT)**

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Cinquante-troisième réunion plénière
Genève, 13-15 juin 2005

**RAPPORT DU SÉMINAIRE COMMUN CEE/EUROSTAT
SUR LES STATISTIQUES DES MIGRATIONS
TENU EN MARS 2005**

Établi par le secrétariat de la CEE

INTRODUCTION

1. Le Séminaire CEE/Eurostat sur les statistiques des migrations s'est tenu du 21 au 23 mars 2005 à Genève. Des représentants des pays suivants y ont participé: Albanie, Autriche, Australie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Estonie, États-Unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie et Ukraine. Eurostat représentait la Commission européenne. Des représentants de la Division de statistique de l'ONU, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM), de la Commission mondiale sur les migrations internationales et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) étaient également présents. Des experts de l'Université d'État de Moscou (Fédération de Russie), du Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute

(Institut démographique interdisciplinaire néerlandais) (NIDI, Pays-Bas) et de l'Université catholique de Louvain (UCL, Belgique) ont participé au séminaire, sur l'invitation du secrétariat.

2. La réunion a été organisée en collaboration avec le FNUAP. Un certain nombre de participants ont pu y assister grâce à l'aide financière fournie par le FNUAP.
3. M. Kevin Deardoff (États-Unis) a été élu président de la réunion.
4. Les questions de fond suivantes ont été examinées au cours de la réunion sur la base de 16 communications sollicitées et de 6 documents d'appui:

Thème 1: Stocks de migrants: besoins d'information, définitions et sources

Séance I: Besoins d'information sur les stocks de migrants: perspectives diverses

Exposés présentés par A. Kraler (CIDPM), E. Galanxhi (Albanie), D. Ionescu (OIM), J. Schoorl (NIDI).

Documents d'appui présentés par la Commission européenne et la Commission mondiale sur les migrations internationales.

Animateur: M. Werner Haug (Suisse).

Séance II: Concepts utilisés pour définir le stock d'immigrants et sources statistiques connexes

Exposés présentés par M. Poulain (UCL), J.C. Dumont (OCDE), O. Chudinovskikh (Université d'État de Moscou), G. Bode (Australie), M. Michalowski (Canada), C. Giovannelli (Italie), E. Wright (Royaume-Uni).

Documents d'appui présentés par l'Italie, l'Ouzbékistan et la Division de la population de l'ONU.

Animatrice: M^{me} Catherine Borrel (France).

Thème 2: Les caractéristiques des migrations internationales et les caractéristiques ethnoculturelles dans le contexte des recommandations de la CEE pour la série de recensements de 2010

Séance III: Migrations internationales

Exposés présentés par E. Bisogno (CEE), D. Thorogood (Eurostat) et B. Hovy (HCR).

Séance IV: Appartenance ethnique, religion et langue

Exposé présenté par W. Haug (Suisse).

Séance d'information

Exposé présenté par H. Chen (Division de statistique de l'ONU).

5. Toute la documentation du séminaire a été affichée sur le site Web de la CEE à l'adresse suivante:

<http://www.unece.org/stats/documents/2005.03.migration.htm>

RÉSUMÉ DES DÉBATS ET DES PRINCIPALES CONCLUSIONS DÉGAGÉES LORS DU SÉMINAIRE

Thème 1: Stocks de migrants: besoins d'information, définitions et sources

Séance I: Besoins d'information sur les stocks de migrants: perspectives diverses

6. Le débat a fait apparaître que l'identification des migrants au sein d'une population donnée soulève de nombreux problèmes, dont les plus épineux consistent notamment à faire la distinction entre les personnes nées à l'étranger et les personnes de nationalité étrangère, les descendants de migrants (seconde génération), les migrants classés dans différentes catégories selon la durée de leur séjour, et les groupes minoritaires parmi les personnes ayant le statut de citoyen ou de migrant.

7. Plusieurs pays ont fait état des difficultés que pose la collecte de données sur les émigrants. L'accent a été mis sur l'utilité de disposer d'un ensemble commun de concepts et d'indicateurs utilisables à la fois par les pays d'accueil (pays d'immigration) et les pays d'origine (pays d'émigration). L'expérience de l'Albanie qui puise ses données sur les migrations à la fois dans ses propres sources de données nationales et dans les résultats de recensement des pays d'accueil illustre l'utilité d'un développement de la coopération entre les pays d'émigration et les pays d'immigration pour établir des estimations de la population émigrée grâce à un échange d'informations. Eu égard au bilan positif de la coopération existant entre certains pays en matière d'échange de données sur les migrations, l'attention a été appelée sur la nécessité d'examiner de manière approfondie les questions relatives aux différences entre les définitions utilisées par les pays d'accueil, d'une part, et les pays d'origine, d'autre part.

8. Il a été fait état des besoins d'information concernant les personnes qui ont quitté leur pays, cette information étant également importante dans le contexte de l'étude du phénomène de «diaspora». On a souligné que des caractéristiques telles que l'âge, le sexe, le niveau de qualification et le pays de destination sont des variables sur lesquelles il y a lieu de collecter des données. Il est également apparu que la manière dont la diaspora s'organise à l'étranger, l'impact des membres de la communauté considérée sur la facilitation du commerce et sur les investissements étrangers directs dans leur pays d'accueil et les envois de fonds qu'ils effectuent vers leur pays d'origine devraient également être étudiés.

9. Les participants ont reconnu que la nécessité d'établir des statistiques sur les migrations allait en s'accroissant aussi bien aux niveaux national qu'international. Dans le cadre de l'UE, le fait que les statistiques servent de base pour la répartition des fonds avait attiré l'attention sur la comparabilité des statistiques des migrations. Cependant, les décideurs paraissaient satisfaits des indicateurs généraux existant dans le domaine des migrations tels que les chiffres sur les effectifs de migrants et si l'on en juge d'après la nature des données qu'ils réclamaient, ils semblaient n'avoir qu'une compréhension assez limitée des processus migratoires considérés dans une optique plus large.

10. Les participants ont souligné qu'il était important de clarifier les définitions et les concepts relatifs aux migrations, notamment les notions suivantes: résidence habituelle, migrants en situation irrégulière, migrations internes et migrations internationales.

11. L'intégration est un processus complexe qui comporte de nombreuses facettes et qu'il peut être difficile de mesurer. Il n'existe aucun ensemble d'indicateurs largement accepté et fondé sur des principes théoriques qui permette de mesurer l'intégration, mais il a été reconnu que pour étudier l'intégration, les éléments importants sur lesquels des données doivent être recueillies sont: le pays de naissance; le pays de naissance des parents; et l'âge à la date de l'immigration. Bien que la notion de citoyenneté permette de distinguer certaines populations présentant un intérêt particulier, il a été admis que ce n'était pas la variable idéale pour mesurer l'intégration.

Séance II: Concepts utilisés pour définir le stock d'immigrants et sources statistiques connexes

12. Il est essentiel de disposer de données précises et détaillées sur le stock d'immigrants d'un pays, non seulement pour quantifier leur présence, mais aussi pour mesurer leur contribution à la société (par exemple, leur impact sur les taux de fécondité ou leur rôle au sein de l'économie) et pour évaluer leur degré d'intégration. En outre, des données sur l'évolution des stocks de migrants par année d'entrée dans le pays peuvent être utilisées pour l'établissement d'estimations des flux migratoires.

13. Divers concepts peuvent être employés pour définir les stocks d'immigrants. Les deux concepts les plus répandus sont: la *population née à l'étranger* (personnes résidant habituellement dans le pays qui sont nées en dehors de ce pays); et la *population étrangère* (personnes résidant habituellement dans le pays qui ne sont pas des ressortissants de ce pays).

14. Les participants ont largement débattu de l'impact qu'avait la définition du concept de résidence habituelle aux fins de la mesure des migrations. La durée de séjour considérée pour définir la population résidant habituellement dans le pays a des incidences sur la couverture des statistiques des migrations. Il semblerait que le seuil de 12 mois soit le critère le plus largement utilisé et accepté par la majorité des pays, mais certains pays ont jugé opportun de revoir cette notion pour prendre en considération des séjours de plus courte durée et d'étendre ainsi la couverture des statistiques à un plus grand nombre de migrants, notamment aux migrants à court terme. Bien souvent, il est possible de recueillir de telles données car les règlements administratifs stipulent que les personnes qui se rendent dans un autre pays pour un séjour d'au moins trois mois doivent être immatriculées. Toutefois, les participants ont, en majorité, mis l'accent sur les difficultés que pose l'estimation du nombre de migrants à court terme. À propos de la définition de la résidence habituelle, les participants ont analysé en détail les arguments plaidant pour ou contre l'inclusion expresse de la notion de durée «probable» du séjour dans la définition du lieu de résidence habituelle et les conséquences qui en résulteraient en ce qui concerne la définition des migrants et la détermination des stocks de migrants. Plusieurs pays ont exprimé leur inquiétude en ce qui concerne la difficulté de mettre en œuvre la notion de «durée probable du séjour». Il a également été observé que la modification des concepts et définitions pourrait soulever des problèmes par rapport aux sources administratives comme les registres ou les données sur les permis de séjour.

15. Les autres concepts employés dans certains pays de la CEE pour définir les stocks d'immigrants, notamment la notion d'appartenance ethnique, ont également été examinés.

Les participants ont constaté que les pays membres de la CEI n'utilisaient pas de définition commune des stocks d'immigrants.

16. Pour ce qui est des sources, la majorité des pays tirent les informations dont ils disposent sur les stocks de migrants des recensements de la population, des registres de la population, des données sur les permis de séjour, des données administratives, d'enquêtes par sondage et des cartes délivrées aux frontières. Le choix de la source est fonction de multiples facteurs, notamment du type d'information nécessaire (qui dépend à son tour du concept adopté), de la qualité des données, de leur couverture et de la fréquence de l'actualisation des données.

17. Les participants sont convenus qu'il ne serait pas possible de retenir un concept unique du stock d'immigrants qui soit jugé acceptable par tous les pays. Il se peut que les divers pays adoptent des concepts différents en fonction de l'usage qu'ils comptent faire de l'information recueillie (lequel dépend généralement des domaines d'actions prioritaires) ou, dans certains cas, selon les caractéristiques des sources de données disponibles. Toutefois, l'ensemble des participants se sont entendus sur la nécessité de définir un concept commun à adopter aux fins d'assurer la comparabilité au niveau international des données sur les stocks de migrants et de permettre l'échange de données entre les pays d'émigration et les pays d'immigration. Ce concept commun devrait être intégré dans les recommandations relatives aux recensements de la population.

18. Il a également été souligné que le dénombrement de la population devrait être basé sur la notion de résidence habituelle, indépendamment du statut légal des personnes considérées. En dépit des difficultés que les pays éprouvent à repérer les immigrants en situation irrégulière, l'attention a néanmoins été appelée sur la nécessité de tenir compte de cette catégorie d'immigrants dans le calcul de la population totale.

Thème 2: Les caractéristiques des migrations internationales et les caractéristiques ethnoculturelles dans le contexte des recommandations CEE/Eurostat pour la série de recensements de 2010

Séance III: Migrations internationales

19. Une classification en fonction de l'origine des migrants a été proposée de manière à prendre en considération les besoins et approches de nature différente et dans le but d'établir des statistiques comparables. Dans cette classification, l'utilisation conjuguée du pays de naissance, du pays de naissance des parents et de la citoyenneté permettrait de distinguer différents groupes de population présentant un intérêt: les personnes nées dans le pays, les personnes nées à l'étranger qui sont d'origine étrangère (ou d'origine migrante) et les personnes nées dans le pays qui sont d'origine étrangère (ou issues de l'immigration). L'emploi du critère de la nationalité permettrait de distinguer différentes catégories à l'intérieur de ces groupes.

20. La mesure du stock de migrants internationaux dans les pays issus de la dissolution d'anciens pays pose un problème particulier. Lors de la réunion, il a été signalé que les migrations qui se sont produites à l'intérieur de l'ancien pays avant son éclatement ne devraient pas être assimilées à des mouvements de population internationaux. Cependant, le pays de naissance devrait toujours être déterminé sur la base des frontières actuelles. Les participants se sont ensuite demandés s'il convenait ou non de considérer les personnes nées à l'étranger

originaires de pays qui faisaient partie de l'ancien pays aujourd'hui démembré comme des migrants internationaux, si elles avaient émigré avant la dissolution.

21. L'inclusion de nouvelles caractéristiques dans les recommandations (ou la modification de caractéristiques existantes) a été envisagée, comme suit:

- a) Lieu de naissance: la référence au lieu de résidence de la mère sera supprimée;
- b) Il est proposé de considérer le pays de naissance des parents comme une caractéristique essentielle;
- c) La citoyenneté à la naissance sera incluse en tant que nouvelle caractéristique subsidiaire.

22. Il a été proposé que les dispositions concernant le traitement des *groupes de population présentant un intérêt du point de vue des migrations* soient énoncées dans les recommandations relatives aux migrants à court terme, aux résidents étrangers sans statut légal, aux demandeurs d'asile, aux réfugiés et aux personnes temporairement absentes. Les recommandations pour la série de recensement de 2010 devraient donner des indications détaillées sur la manière de traiter ces catégories. En principe, les règles visant à déterminer le lieu de résidence habituelle devraient s'appliquer, indépendamment du statut légal des personnes. Le traitement des étrangers sans statut légal et leur inclusion parmi la population habituellement résidente peuvent s'avérer problématiques dans certains pays. Les personnes qui séjournent à l'étranger pendant plus de 12 mois ne devraient pas être incluses dans la population de leur pays d'origine.

23. Il y a deux aspects des flux migratoires qui peuvent être pris en considération dans les questions posées lors du recensement: les migrations internes et les migrations internationales. Le lieu de résidence habituelle un an avant le recensement (caractéristique essentielle) est une variable qu'il convient d'observer pour évaluer les migrations internes.

24. Pour répondre aux besoins d'information sur les migrations internationales, il a été envisagé d'ajouter dans le questionnaire de recensement les nouvelles caractéristiques essentielles suivantes: changement de pays de résidence habituelle; année d'arrivée dans le pays; et pays de résidence habituelle antérieure.

25. La raison qui a motivé le migrant à changer de pays pourrait être ajoutée dans les recommandations en tant que caractéristique subsidiaire. Il a été conseillé de déterminer cette raison sur la base du motif d'émigration déclaré par le migrant, sans faire référence à leur situation officielle au regard de l'immigration.

26. Les participants ont estimé qu'il fallait inclure des *définitions* dans les recommandations et que celles-ci devaient être conformes aux définitions figurant dans les recommandations de l'ONU en matière de statistiques des migrations internationales. Il a été souligné que les services nationaux de statistique ne pouvaient inclure que quelques questions supplémentaires dans le recensement et, il faudrait trouver un juste équilibre dans les recommandations de 2010 entre le besoin d'information et la volonté d'obtenir un taux de réponse maximal en allégeant autant que possible la charge des répondants.

Séance IV: Appartenance ethnique, religion et langue

27. L'appartenance à un groupe ethnique, la langue et la religion figuraient déjà à titre de caractéristiques subsidiaires dans les recommandations pour les recensements de 2000, et il a été proposé de les incorporer également, toujours au même titre, dans les recommandations pour les recensements de 2010. Il a été proposé d'adopter des définitions plus précises et de fournir des indications plus complètes, dans les recommandations, quant à la manière de traiter les cas sujets à controverse.

28. La sensibilité et la nature politique de caractéristiques comme l'appartenance à un groupe ethnique, la langue et la religion doivent être prises en considération dans la formulation de toute recommandation. Plusieurs pays craignaient que la collecte de données sur ces caractéristiques ne puisse pas être imposée à la population mais doivent reposer sur la communication volontaire de données. La question peut être particulièrement sensible dans le cas des réfugiés et des migrants forcés, dont un grand nombre ont fui leur pays d'origine pour des raisons liées à l'appartenance ethnique, à la langue et/ou à la religion.

29. Il a été souligné que chaque recensé doit être libre de répondre ou non aux questions relatives à l'appartenance ethnique en particulier. Pour que ce principe soit toujours appliqué, une documentation détaillée doit être fournie sur le traitement statistique des réponses, notamment du point de vue des classifications a posteriori, pour veiller à ce que les informations communiquées par les répondants soient fidèlement reflétées. La possibilité de signaler l'appartenance à divers groupes ethniques a été suggérée de manière à pouvoir repérer les groupes ethniques numériquement peu importants ou ceux qui sont difficilement identifiables. Il a été souligné que l'on avait besoin de définitions plus claires pour pouvoir faire nettement la distinction entre l'appartenance ethnique, la nationalité et la race. Il faudrait également préciser le traitement à appliquer aux enfants de couples d'origines ethniques différentes.

30. En ce qui concerne la langue, la plupart des pays ont souhaité pouvoir déterminer que l'individu est la langue maternelle des recensés et certains étaient également intéressés par la manière dont on pouvait mesurer la connaissance de la langue.

31. L'appartenance à une religion est une notion complexe car il s'agit de savoir si elle repose sur l'affiliation officielle, sur la foi à laquelle les recensés adhèrent au moment du recensement ou sur l'identification sociale fondée sur la culture religieuse.

TRAVAUX FUTURS

Rappel des faits

32. En dépit de l'attention accrue portée aux flux migratoires et aux stocks de migrants dans les politiques nationales et internationales, la qualité des statistiques des migrations et leur comparabilité aux niveaux régional et international demeure problématique. Les principales difficultés rencontrées concernent:

- L'utilisation de définitions différentes concernant les migrants internationaux (la majorité des pays de la région de la CEE recueillent des données sur le stock de migrants internationaux sur la base de deux caractéristiques, à savoir «le lieu de

naissance» et *«la citoyenneté»*; cependant, les pays n'emploient pas tous les mêmes critères pour définir les stocks de migrants);

- Le manque de données sur les flux de sortie (émigration);
- Le manque de données sur les flux d'entrée (immigration clandestine notamment);
- Le manque de cohérence dans les données sur les flux et les stocks de migrants;
- Le manque de données sur les migrants à court terme.

33. Ainsi qu'il ressort de la réunion récente du Bureau de la Conférence des statisticiens européens, «les problèmes de données de flux et de stocks doivent être traités à l'aide d'instruments différents» et, puisque «l'harmonisation des données de flux est plus difficile», le Bureau a recommandé d'axer les travaux futurs sur «l'amélioration des instruments d'estimation des stocks de migrants». Le Bureau a également proposé de profiter de la réunion périodique commune CEE/Eurostat sur les statistiques des migrations pour créer «un mécanisme d'échange d'informations unique qui fournirait une liste d'organismes internationaux, de services nationaux de statistique et de projets portant sur l'amélioration de la qualité des données dans le cadre des statistiques des migrations». La proposition ci-après vise à répondre aux deux demandes formulées par le Bureau en encourageant les efforts tendant à bien saisir les différences qui existent en ce qui concerne, d'une part, la définition et, d'autre part, le mode d'identification des stocks de migrants et à créer un mécanisme d'échange d'informations ayant trait aux projets liés aux statistiques des migrations. Les résultats dégagés des activités en cours d'exécution, notamment du projet de l'OCDE concernant le dénombrement des immigrants et des expatriés, seront pris comme point de départ.

34. Les travaux d'harmonisation des définitions des stocks de migrants aideraient aussi à faire face aux difficultés qu'éprouvent de nombreux pays à recueillir des données relatives à la population émigrée. Il est, en effet, difficile de dénombrer les émigrés dans leur pays d'origine du fait, justement, de leur absence, et il peut s'avérer plus facile de les compter dans leur pays de destination (d'accueil). Une connaissance détaillée des approches employées pour définir les stocks de migrants (sur la base du pays de naissance, de la citoyenneté, voire d'autres caractéristiques comme l'année d'entrée dans le pays) permettrait de mieux coordonner l'échange de données entre les pays d'accueil et les pays d'origine. On pourrait ainsi estimer plus précisément le stock d'émigrants et ses caractéristiques, tout en améliorant l'harmonisation des méthodes appliquées pour évaluer le stock d'immigrants dans les pays d'accueil.

PROPOSITION

Résultats escomptés

35. Dans le cadre de l'objectif général qui consiste à promouvoir l'utilisation de concepts harmonisés et d'une définition normalisée du stock de migrants et dans le contexte des recommandations de l'ONU en matière de statistiques des migrations internationales, les résultats escomptés sont les suivants:

- L'élaboration de lignes directrices sur la manière d'établir des estimations concernant les émigrants sur la base de données de stocks, complétées par des informations sur les flux d'immigrants collectées dans les pays d'accueil. Ces lignes directrices seront fondées sur des projets pilotes mis à exécution par des groupes de trois à quatre pays qui procéderont à un échange de données, en tenant compte des questions relatives à l'adéquation, l'actualité, et la disponibilité des données;
- La désignation d'un groupe chargé de mettre en place un mécanisme d'échange d'informations en vue d'examiner et d'actualiser une liste des projets entrepris dans les pays de la CEE pour améliorer la disponibilité de données sur les migrations.

Activités proposées

36. La réunion a recommandé de créer un groupe directeur composé de membres originaires des pays participant au séminaire CEE/Eurostat sur les statistiques des migrations (ou d'autres personnes désignées par ces pays) en vue de mener à bien les activités suivantes:

- i) Élaborer un plan de travail pour l'exécution des tâches mentionnées au paragraphe 35;
- ii) Coordonner les apports de ses membres et d'autres experts à la mise au point d'un cadre convenu pour établir des estimations concernant les émigrants et préparer un projet de document qui sera soumis à la prochaine réunion CEE/Eurostat sur les statistiques des migrations. Ce projet de document devra présenter les différentes caractéristiques prises en compte dans les pays, aux fins de la collecte des informations sur les immigrants, qui pourraient être utiles à d'autres pays pour établir des estimations concernant les émigrants. Il permettra aussi de dresser une liste des caractéristiques prioritaires au sujet desquelles les pays pourraient recueillir et mettre en tableau des données, de manière à faciliter l'échange d'informations sur les stocks de migrants, par pays d'origine, dans la région;
- iii) Concevoir un ensemble de tableaux en vue d'entreprendre des projets pilotes aux fins de l'échange de données et de renseignements méthodologiques entre les pays sur le stock de migrants, par pays d'origine, dans les pays d'accueil, dans le but de fournir des données pertinentes du point de vue des pays d'origine;
- iv) Coordonner les travaux des pays dans le contexte des projets pilotes, assurer un échange bien organisé de données et de métadonnées, et achever l'élaboration d'un document à présenter à la prochaine réunion CEE/Eurostat portant sur la possibilité d'établir une estimation pertinente du stock d'émigrants sur la base des données disponibles concernant le stock d'immigrants dans les pays d'accueil;
- v) Coordonner le rassemblement d'informations sur les projets existants en vue d'améliorer la qualité des statistiques des migrations. Le groupe ne serait pas chargé de superviser les projets en question mais ferait simplement fonction de point nodal à partir duquel les progrès réalisés au plan de la disponibilité de données pourraient être évalués. Il rassemblerait des informations sur les organisations clefs, les personnes à contacter, les projets, les rapports sur l'état d'avancement des projets et toute disposition législative ayant une incidence sur l'amélioration de la qualité et de la cohérence des données sur les migrations.

Pays qui ont proposé de participer au projet

37. Les groupes de pays suivants ont proposé de participer à l'échange de données: ex-République yougoslave de Macédoine-Suisse; Italie-Albanie; Estonie-Finlande-Fédération de Russie; États-Unis-Canada-Royaume-Uni-Pologne; ex-République yougoslave de Macédoine-Canada.
38. La Géorgie et le Kazakhstan ont également fait savoir qu'ils étaient prêts à participer au projet, tandis que l'Australie et la France ont signalé qu'elles fourniraient des données, selon les besoins.
39. Les participants ont recommandé d'organiser en 2006 la prochaine réunion CEE/Eurostat sur les statistiques des migrations.

ADOPTION DU RAPPORT

40. Les participants ont adopté le rapport de la réunion à la séance de clôture.
